

BRESSE

SYNDICS ET GESTIONNAIRES

5350, BOULEVARD HENRI-BOURASSA
BUREAU 220, QUÉBEC
(QUÉBEC) G1H 6Y8

TÉL. : 418.622.6767
FAX : 418.622.5154
WWW.BRESSESYNDIC.COM

PREUVE DE RÉCLAMATION

Formulaire 31

(article 50.1, 81.5 et 81.6, paragraphes 65.2(4), 81.2(1), 81.3(8), 81.4(8), 102(2), 124(2) et 128(1)
et alinéas 51(1)e) et 66.14b) de la Loi)

Dans l'affaire de la faillite (ou de la proposition) de _____
(Nom du débiteur)
de _____ et de la réclamation de _____
(Ville et province) (Nom du créancier)

Expédier tout avis ou toute correspondance concernant la présente réclamation à l'adresse suivante :

Je, _____
(Nom du créancier ou du représentant du créancier)
de _____, certifie ce qui suit :
(Ville et province)

1. Je suis le créancier du débiteur susmentionné ou je suis _____
(Précisez le poste ou la fonction)
de _____
(Nom du créancier)

2. Je suis au courant de toutes les circonstances entourant la réclamation visée par le présent formulaire.

3. Le débiteur était, à la date de la faillite (ou à la date de la mise sous séquestre ou, s'il s'agit d'une proposition, à la date du dépôt de l'avis d'intention ou, à défaut, à la date du dépôt de la proposition), soit le _____, endetté envers le créancier et l'est toujours, pour la somme de _____ \$, comme l'indique l'état de compte (ou l'affidavit) ci-annexé et désigné comme l'annexe A, après déduction du montant de toute créance compensatoire à laquelle le débiteur a droit. (L'état de compte ou l'affidavit annexé doit faire mention des pièces justificatives ou de toute autre preuve à l'appui de la réclamation)

4. (Cochez la catégorie qui s'applique et remplissez les parties requises)

A. RÉCLAMATION NON GARANTIE AU MONTANT DE : _____ \$
(Autre qu'une réclamation d'un client visée par l'article 262 de la Loi)

En ce qui concerne cette créance, je ne détiens aucun avoir du débiteur à titre de garantie et :
(Cochez ce qui s'applique)

pour le montant de _____ \$, je ne revendique aucun droit à un rang prioritaire.
 pour le montant de _____ \$, je revendique le droit à un rang prioritaire en vertu de l'article 136 de la Loi. (Indiquez sur une feuille annexée les renseignements à l'appui de la réclamation prioritaire)

B. RÉCLAMATION DU LOCATEUR SUITE À LA RÉSILIATION D'UN BAIL,
AU MONTANT DE : _____ \$

J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 65.2(4) de la Loi, dont les détails sont mentionnés ci-après :
(Donnez tous les détails de la réclamation, y compris les calculs s'y rapportant)

PREUVE DE RÉCLAMATION (suite)

C. RÉCLAMATION GARANTIE AU MONTANT DE : _____ \$

En ce qui concerne la créance susmentionnée, je détiens des avoirs du débiteur à titre de garantie, dont la valeur estimative s'élève à _____ \$ et dont les détails sont mentionnés ci-après : *(Donnez des renseignements complets au sujet de la garantie, y compris la date à laquelle elle a été donnée et la valeur que vous lui attribuez, et annexe une copie des documents relatifs à la garantie).*

D. RÉCLAMATION D'UN AGRICULTEUR, D'UN PÊCHEUR OU D'UN AQUICULTEUR AU MONTANT DE : _____ \$

J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.2(1) de la Loi pour la somme impayée de _____ \$

(Veuillez joindre une copie de l'acte de vente et des reçus de livraison).

E. RÉCLAMATION D'UN SALARIÉ AU MONTANT DE : _____ \$

J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.3(8) de la Loi au montant de _____ \$

J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.4(8) de la Loi au montant de _____ \$

F. RÉCLAMATION D'UN EMPLOYÉ RELATIVE AU RÉGIME :
DE PENSION AU MONTANT DE : _____ \$

J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.5 de la Loi au montant de _____ \$

J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.6 de la Loi au montant de _____ \$

G. RÉCLAMATION CONTRE LES ADMINISTRATEURS
AU MONTANT DE : _____ \$

(À compléter lorsque la proposition vise une transaction quant à une réclamation contre les administrateurs)

J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 50(13) de la Loi, dont les détails sont mentionnés ci-après : *(Donnez tous les détails de la réclamation, y compris les calculs s'y rapportant)*

H. RÉCLAMATION D'UN CLIENT D'UN COURTIER EN VALEURS
MOBILIÈRES FAILLI AU MONTANT DE : _____ \$

J'ai une réclamation en tant que client en conformité avec l'article 262 de la Loi pour des capitaux nets, dont les détails sont mentionnés ci-après : *(Donnez tous les détails de la réclamation, y compris les calculs s'y rapportant.)*

5. Au meilleur de ma connaissance *(Cocher ce qui s'applique)*,

- Je suis lié (ou le créancier susnommé est lié) au débiteur selon l'article 4 de la Loi;
- Je ne suis pas lié (ou le créancier susnommé n'est pas lié) au débiteur selon l'article 4 de la Loi;
- J'ai (ou le créancier susnommé a) un lien de dépendance avec le débiteur;
- Je n'ai pas (ou le créancier susnommé n'a pas) un lien de dépendance avec le débiteur.

6. Les montants suivants constituent les paiements que j'ai reçus du débiteur, les crédits que j'ai attribués à celui-ci et les opérations sous-évaluées selon le paragraphe 2(1) de la Loi auxquelles j'ai contribué ou été partie intéressée au cours des trois mois (ou, si le créancier et le débiteur sont des « personnes liées » au sens du paragraphe 4(2) de la Loi ou ont un lien de dépendance, au cours des douze mois) précédant immédiatement l'ouverture de la faillite, telle que définie au paragraphe 2(1) de la Loi : *(Donnez les détails des paiements, des crédits et des opérations sous-évaluées)*

PREUVE DE RÉCLAMATION (suite)

(Applicable seulement dans le cas de la faillite d'une personne physique)

- Je demande qu'une copie du rapport dûment rempli par le syndic quant à la demande de libération du failli, en conformité avec le paragraphe 170(1) de la Loi, me soit expédiée à l'adresse susmentionnée.

(la réclamation doit être signée par la personne qui la remplit et la signature d'un témoin est nécessaire)

Daté le _____, à _____

Témoin

Créancier

Numéro de téléphone : (_____) _____ Poste _____

Numéro de télécopieur : (_____) _____ Poste _____

Adresse électronique : _____@_____

REMARQUE : Si un affidavit est joint au présent formulaire, il doit avoir été fait devant une personne autorisée à recevoir des affidavits.

AVERTISSEMENTS : Le syndic peut, en vertu du paragraphe 128(3) de la Loi, racheter une garantie sur paiement au créancier garanti de la créance ou de la valeur de la garantie telle qu'elle a été fixée par le créancier garanti dans la preuve de garantie.

Le paragraphe 201(1) de la Loi prévoit l'imposition de peines sévères en cas de présentation de réclamations, de preuves, de déclarations ou d'états de compte qui sont faux.

FORMULAIRE DE PROCURATION

Formulaire 36

(paragraphe 102(2) et alinéas 51(1)e) et 66.15(3)b) de la Loi)

Dans l'affaire de la faillite (ou de la proposition) de _____
(Nom du débiteur)

de _____ et de la réclamation de _____
(Ville et province) (Nom du créancier)

Je, _____
(Nom du créancier)

de _____, créancier dans l'affaire
(Nom du village ou de la ville)

susmentionnée, nomme _____,
(Nom de la personne nommée)

de _____, mon fondé de pouvoir à tous
(Nom de l'entreprise)

égards dans l'affaire susmentionnée, sauf la réception de dividendes, celui-ci étant habilité à nommer un autre fondé de pouvoir à sa place (ou n'étant pas habilité à nommer un autre fondé de pouvoir à sa place).

Daté le _____, à _____.

Créancier ou représentant dûment autorisé

Témoin

REMARQUE : Lorsqu'une copie du présent avis est envoyé par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

AVIS DE CONTRÔLE POUR LES PREUVES DE RÉCLAMATIONS

La présente liste de contrôle vous aidera à remplir correctement la preuve de réclamation ci-jointe et, au besoin, la procuration. Veuillez vérifier chacun des points mentionnés.

GÉNÉRALITÉS

- La signature d'un témoin est nécessaire;
- La réclamation doit être signée par la personne qui la remplit ;
- Indiquez l'adresse complète à laquelle tous les avis ou toutes les lettres devront être envoyés;
- Le total du relevé de compte doit correspondre au total de la preuve de réclamation.

PARAGRAPHE (1)

- Le créancier doit fournir la raison sociale complète de la société ou de l'entreprise ;
- Si le créancier ne remplit pas lui-même la preuve de réclamation, la personne qui s'en charge doit déclarer sa position ou son titre.

PARAGRAPHE (3)

- Inscrire la date de la faillite/proposition/mise sous séquestre ou de l'avis d'intention ;
- Inscrire la somme réclamée par le créancier ;
- Un relevé détaillé doit être joint à la preuve de réclamation et indiquer la date, le numéro et le montant de toutes les factures ou de tous les comptes ainsi que la date, le numéro et le montant de tous les crédits ou paiement. **Un relevé de compte n'est pas complet s'il commence par un montant reporté.**

PARAGRAPHE (4)

- Un créancier non garanti doit compléter l'alinéa « A » (aucun droit à un rang prioritaire);
- Un créancier privilégié doit compléter l'alinéa « A » (droit à un rang prioritaire en vertu de l'article 136 de la Loi);
- Un créancier locateur suite à la résiliation d'un bail doit compléter l'alinéa « B »;
- Un créancier garanti doit compléter l'alinéa « C » et fournir une copie authentique de la garantie enregistrée;
- Un créancier agriculteur, pêcheur et/ou aquiculteur doit compléter l'alinéa « D »;
- Un créancier salarié en vertu du paragraphe 81.3(8) et 81.4(8) de la Loi doit compléter l'alinéa « E »;
- Un créancier qui a une réclamation contre les administrateurs doit compléter l'alinéa « F »;
- Un créancier qui est un client d'un courtier en valeurs mobilières failli doit compléter l'alinéa « G ».

PARAGRAPHE (5)

- En vertu de la définition de l'article 4 de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité, tous les demandeurs doivent indiquer s'ils sont liés ou non liés avec le débiteur, en cochant la phrase appropriée.

PARAGRAPHE (6)

Tous les demandeurs doivent joindre une liste détaillée de tous les paiements ou crédits reçus ou consentis :

- a) dans les trois (3) mois précédant la faillite ou la proposition, si le débiteur et le créancier ne sont pas liés.
- b) dans les douze (12) mois précédant la faillite ou la proposition, si le débiteur et le créancier sont liés.

PROCURATION

REMARQUE : La Loi sur la faillite et l'insolvabilité autorise qu'une preuve de réclamation soit préparée par l'agent dûment autorisé d'un créancier, sans pour autant que ce dernier ait droit de vote à la première assemblée des créanciers ni qu'il ait le droit d'agris à titre de fondé de pouvoir des créanciers.

GÉNÉRALITÉS

- Un créancier peut voter en personne ou par procuration ;
- Un débiteur ne peut voter par procuration à aucune assemblée de ses créanciers ;
- Le syndic peut être nommé fondé de pouvoir de tout créancier ;
- À l'assemblée des créanciers, une société peut voter par l'intermédiaire d'un agent dûment autorisé;
- Pour qu'une personne dûment autorisée ait le droit de voter, elle doit elle-même être créancière ou détenir une procuration en règle. Le nom du créancier doit paraître sur la procuration.